

BEL 20	3801,37	-2,54%
DJ Stoxx 50	3442,91	-0,46%
Dow Jones	12466,16	-0,28%
Nasdaq composite	2394,59	-0,95%
Taux belge à 10 ans	4,18%	-0,03
EUR/USD	1,464	-1,35%

Infographie L'ECHO

Le business du Salon

P. 9, 14, et 16. Le Salon de l'Auto ouvre ses portes au public ce jeudi. Les dessous d'un événement dont le budget frôle les 10 millions.



Photo: Belgica

La Wallonie réduit son handicap compétitif

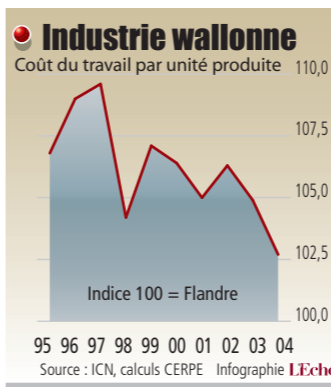
L'évolution est particulièrement significative dans le secteur industriel.

L'avantage de compétitivité de l'industrie flamande par rapport à la Wallonie n'est plus que de 2,7%, révèle une étude des facultés universitaires de Namur. C'est le plus faible écart constaté depuis dix ans. En 1997, il était encore de 9,6%. La comparaison tourne même en faveur du sud dans certains sous-secteurs (papier/carton, raffinage, chimie...) qui représen-

tent un cinquième de l'emploi industriel wallon. Ces données invitent à relativiser des idées reçues sur le différentiel de compétitivité entre la Wallonie et la Flandre. Elles-ci se basent sur la comparaison générale des économies, qui constate un handicap de productivité de 7,3% pour le sud du pays. Les chercheurs namurois ont notamment ôté de leur analyse le secteur non-marchand, sur-représen-

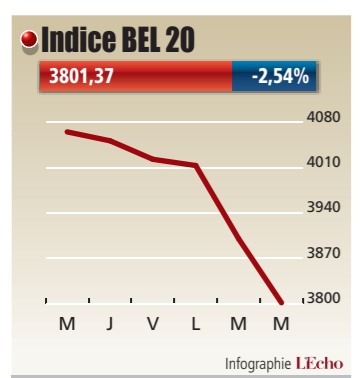
senté en Wallonie (40% de l'emploi contre 30% en Flandre) et où la productivité est faible. Cela ramène le handicap wallon à 5,6%, un chiffre qui s'est réduit de 0,8% en deux ans. Si cet écart reste clairement supérieur à celui du seul secteur industriel, c'est parce que les services sont à la traîne. Là, le handicap wallon est de 6,7% et il a même augmenté depuis l'an 2000. Très ébété quand on sait que ce secteur

fournit les deux-tiers de l'emploi marchand en Wallonie. Leur d'espoir tout de même: la Wallonie affiche un avantage compétitif dans plusieurs sous-secteurs porteurs, dont la recherche-développement. En outre, les données de l'étude remontent à 2004, soit avant l'adoption du Plan Marshall, censé doper les secteurs porteurs de l'économie wallonne. C.D.C. > Lire en page 12



BOURSE BRUXELLES, LANTERNE ROUGE EUROPÉENNE

Les banques font dérapier le Bel 20



Hier, les Bourses européennes ont poursuivi leur chute de la veille. Les investisseurs étaient toujours sous le coup de mauvaises nouvelles sur la santé économique des Etats-Unis, qui ont en outre publié hier une inflation plus forte que prévu. Principale victime dans la zone euro, le Bel 20 qui, avec sa baisse de 5,6% en trois séances (-2,54% hier), signe la pire performance depuis le début de la semaine. En cause, une fois encore, la forte pondération bancaire de l'indice bruxellois. Hier, KBC a chuté de 6%.

Depuis mai 2007, le Bel 20 a perdu 20%, ce qui caractérise un «marché baissier» (bear market). Les marchés n'ont guère profité hier des résultats de JPMorgan moins catastrophiques que prévu. Dans l'indice européen DJ Stoxx 600, le sous-secteur bancaire a perdu 1,33%, laissant la lanterne rouge aux valeurs cycliques, dont les pétrolières (-2,0%) pénalisées par la baisse du prix du pétrole. Pour la première fois cette année, le prix du baril WTI est passé en-dessous de 90 dollars. Aux USA, Wall Street a effacé les maigres gains de 2007. Intel a pesé hier sur le Nasdaq (-0,95%) alors que le Dow Jones tentait de se stabiliser (-0,28%). S.Q. > Lire en pages 6, 13, 17 et 18

En savoir plus...

Peter Vanden Houste, chief economist d'ING, répondra vendredi, sur le site de L'ECHO, aux inquiétudes des investisseurs. Vous pouvez d'ores et déjà lui poser vos questions à l'adresse suivante: <http://www.lecho.be/vandenhoute>

Il y a 20 ans, un tiers de la Belgique économique émigrerait

DANS LA NUIT DU 17 AU 18 JANVIER 1988, CARLO DE BENEDETTI DÉBARQUAIT À LA SGB.

Cela fait vingt ans, jour pour jour, qu'a démarré l'«affaire Générale». La Société Générale de Belgique, censée détenir un tiers de l'économie belge, subissait les assauts du raider milanais. Fort de ses 18% acquis sur le marché, Carlo De Benedetti croyait avoir fait le plus dur... Le début d'une saga dont Suez sortirait gagnant et qui a radicalement modifié le paysage belge des affaires. Le point sur les dix principaux changements. > Lire en pages 2 et 3



Photo: News

Hausse de 4,6% du nombre de contrats de crédit

Au 31 décembre, 4,6 millions de personnes étaient enregistrées dans la Centrale des crédits aux particuliers de la Banque nationale, soit une hausse de 2,4% du nombre d'emprunteurs. Ceux-ci ont conclu 7,5 millions de contrats (+4,6%). On en déduit logiquement une augmentation du nombre moyen de crédits par emprunteur (1,6 contre 1,53). Désormais, une personne endettée sur trois a plus de trois crédits en cours. La croissance la plus forte est celle des ouvertures de crédits (+220.000 contrats), qui représentent désormais 45,7% des crédits octroyés en Belgique. Une évolution normale car ces contrats sont à du-

rée indéterminée, alors que les autres sont limités au plan de remboursement. Les ouvertures de crédit constituent un tiers des contrats signés l'an dernier, un rien au-dessus des prêts à tempérament, très en vogue ces derniers temps. Les crédits hypothécaires se tassent, en revanche (-17,1% de nouveaux contrats), sans doute en raison de l'augmentation des taux. Le montant moyen par emprunt (99.814 euros) est cependant en hausse de 7,1% par rapport à 2006. Le montant moyen des nouveaux prêts à tempérament est de 15.000 euros (+6,8%) et des ouvertures de crédit de 6.141 euros (+7,2%). C.D.C. > Lire en page 13

Pharma: sous la loupe de l'UE

La Commission européenne a lancé mercredi une vaste opération de perquisitions auprès de nombreuses entreprises pharmaceutiques. L'enquête porte sur d'éventuelles ententes et abus de position dominante dans le secteur de la pharmacie. En Belgique, la maison-mère de Janssen Pharmaceutica, l'Américain Johnson & Johnson, a reçu la visite des enquêteurs. La Commission se demande pourquoi le secteur ne fabrique pas plus de médicaments novateurs. Des griefs qu'on ne comprend pas chez Johnson & Johnson. Et de rejeter la balle sur les autorités publiques. F.-X.L. > Lire en page 4

Total reconnu coupable dans le naufrage de l'Erika

La justice française a tranché. Elle a enfin désigné les coupables du naufrage de l'Erika, en décembre 1999, au large des côtes bretonnes. Le pétrolier français Total qui avait affrété le navire a été reconnu coupable d'«imprudence» en recrutant les services d'un navire vieux de 25 ans. Il écope d'une amende de 375.000 euros. L'armateur italien et l'agence de classification italienne Rina n'ont pas non plus échappé à un verdict sévère qui reconnaît, pour la première fois en France, un «préjudice écologique». Les coupables devront également verser 192 millions d'euros de dommages et intérêts aux parties civiles. Elles réclamaient un mil-

liard. La marée noire qui a sévi sur les côtes bretonnes a toutefois servi d'électrochoc. Les normes de sécurité internationales en sont sorties renforcées. > Lire en page 4



En décembre 1999, l'Erika a souillé 400 km de côtes françaises.

Deutsche Bank Belgique vise 300.000 clients d'ici 2010

Après une année 2007 record, Deutsche Bank Belgique voit plus loin. La barre des 200.000 clients (et des 12 milliards d'euros d'actifs sous gestion) franchise, la filiale belge de Deutsche Bank entend bien rallier 300.000 clients et gérer 20 milliards d'euros d'actifs d'ici deux ans. Elle investira à cet effet 80 millions d'euros. > P. 6

L'Ires abaisse à 1,7% sa prévision de croissance pour l'économie belge

Les perspectives de croissance pour l'économie belge en 2008 ont été revues à la baisse à 1,7% par l'institut de conjoncture Ires. En cause, le contexte international de plus en plus aléatoire: pétrole cher, poussée inflationniste et risque de récession aux Etats-Unis. Dans ces conditions, il sera difficile pour le gouvernement de renouer avec l'équilibre budgétaire. > P. 12

Le géant Mars investit dans la recherche sur la santé et le bien-être

En 2006, Mars a créé une nouvelle division, Mars Nutrition, qui commercialise enfin deux produits, Frutasia et CocoaVia, après quinze ans de recherches en collaboration avec des universités américaines. Le processus est lent et onéreux, sachant que tout bénéfice pour la santé allégué doit être prouvé par des études cliniques. > P. 10

Nos hôpitaux cherchent à attirer les patients étrangers

Onze hôpitaux, flamands et bruxellois, se sont regroupés pour tenter d'attirer des patients étrangers. Soit en leur proposant de se faire soigner en Belgique, soit en optant pour la «télémédecine». Selon la FEB, c'est une piste d'avenir pour notre économie. Jusqu'à 10.000 emplois peuvent être créés. > P. 10

Fixinox ira sur le Marché libre malgré l'échec de son IPO

Les investisseurs ne sont plus d'humeur aux subtilités, constaté-on au vu des résultats des dernières offres publiques initiales (IPO) en date. Contrairement à RVA, Fixinox n'a pas pu compter sur l'aide d'un partenaire opérationnel pour le sauver. Mais cela n'empêchera pas la firme de Lam-busart de rejoindre le Marché libre la semaine prochaine. > P. 10

Les craintes de récession atteignent les gestionnaires

Les gestionnaires commencent à se rendre compte que le risque de «credit crunch» (raréfaction du crédit) pourrait mener à une récession. Toutefois, selon l'enquête conduite par Merrill Lynch au début de ce mois de janvier, les professionnels de la gestion financière sont encore peu nombreux à la craindre. > P. 17

Hit-parade des valeurs belges

Plus fortes hausses		Plus fortes baisses	
Quest For Growth	+6,49%	Keyword Technologies	-14,33%
Ablynx	+4,48%	IPTE	-9,43%
Ter Beke	+3,98%	Hamon	-8,75%

Entreprises	4-10
Économie	11-13
Développement durable	14
Service	15
Marchés	17-18
Débats	32



Elections américaines

Mitt Romney sauve l'honneur et relance la campagne républicaine

Après deux défaites, Mitt Romney a remporté la primaire républicaine du Michigan. L'ex-gouverneur du Massachusetts n'avait plus droit à l'erreur. Et il avait donc tout misé sur l'économie dans un Etat affichant le taux de chômage le plus élevé du pays. Mais tout reste à faire pour Romney et ses rivaux. Les compteurs ont en effet été remis à zéro alors que les trois premières consultations républicaines ont été remportées par trois candidats différents. > P. 11

Actions

Les nombreux atouts des sociétés à dividende élevé

Investir dans des actions au rendement du dividende élevé se révèle une stratégie payante sur le long terme. Mais ce simple critère ne suffit pas, selon John Stainsby (JPMorgan AM). Le gestionnaire de fonds préconise de rechercher les sociétés cumulant rendement du dividende élevé et croissance soutenue de celui-ci. La banque italienne Intesa Sanpaolo constitue un bon exemple, selon lui, tout comme le groupe automobile Daimler. > P. 17

Marchés

En pleine déprime, le Japon craint une récession américaine

Rien ne va plus sur l'archipel. Les Japonais ont le moral dans les chaussettes, et l'indice Nikkei a clôturé hier à son plus bas niveau depuis 26 mois. Le Japon redoute une récession aux Etats-Unis, dont le pays dépend en large partie à cause de ses exportations. La maison de courtage Nomura entrevoit pourtant une éclaircie. Elle prévoit une stabilisation du yen mais aussi du prix du pétrole, à 75 USD le baril. De quoi peut-être retrouver le moral... > P. 17

Assurances

L'indépendance des courtiers est-elle menacée?

Portima, fournisseur de logiciels pour les courtiers en assurance, a annoncé hier la reconduction de son partenariat avec Siemens. Avec plus de 50% de part de marché dans notre pays, Portima fait de plus en plus figure d'acteur incontournable. Mais certains courtiers indépendants grincent des dents. Le tarif serait prohibitif et des pressions se feraient sentir. Il faut dire que ce sont les compagnies d'assurance elles-mêmes qui sont actionnaires de Portima. > P. 7

Dans ce journal: conditions spéciales fine bouche.



GO BEYOND

Rosneft largement dopé par la reprise de loukos

Le numéro un du pétrole russe, le groupe public Rosneft, a quasiment doublé (+97,5%) son bénéfice net hors éléments exceptionnels (liés au rachat d'actifs de loukos) au troisième trimestre à 1,9 milliard USD, a-t-il indiqué. Les experts font valoir que ces résultats sont les premiers entièrement consolidés depuis le rachat des très importants actifs acquis par Rosneft auprès de loukos au printemps derniers. Le chiffre d'affaires sur la même période est en hausse de 53,5% à 13,7 milliards USD.

Plusieurs fournisseurs de Ford Genk à l'arrêt

Les 300 ouvriers du fournisseur Lear Corporations à Genk ne sont pas satisfaits de la déclaration d'intention soumise par la direction mercredi et qui portait sur un alignement des salaires et des conditions de travail sur ceux en vigueur chez un autre fournisseur de Ford Genk, Syncreon. Le mouvement de grève se poursuit donc chez Lear Corporations. La direction et les syndicats avaient convenu que d'ici la mi-février au plus tard, un accord serait conclu sur les salaires et les conditions de travail. Mais les ou-

vriers de Lear exigeaient une proposition sur la table d'ici la fin de la semaine prochaine et attendent maintenant des chiffres concrets. A souligner que les travailleurs d'un autre fournisseur de Ford à Genk, la firme Magna Belplas, ont également arrêté le travail. Chez SML et IAC, la direction s'est dite prête à négocier un alignement des salaires et des conditions de travail. Malgré ces mouvements de grève, la production sur le site de Ford Genk n'était pas menacée hier, selon les syndicats de Ford.

Deux actionnaires à plus de 3% dans Umicore

Le groupe belge Umicore, qui fait partie du Bel 20, ne compte plus que deux actionnaires au-delà du seuil de 3%. D'après une déclaration de transparence, la Deutsche Bank a réduit sa participation, le 9 janvier dernier, de 3,18 à 2,91%. D'après la dernière structure d'actionariat publiée par Umicore, 3,46% du groupe belge sont détenus par un groupe d'investisseurs agissant de concert (Parfina, Cie du Bois Sauvage, Parfimo et Degroof Holding Luxembourg), alors qu'un bloc plus important (5,35%) est contrôlé par... Umicore.

ArcelorMittal: on discute sur le froid liégeois

Réunis toute la journée ce mercredi, direction de la ligne à froid du bassin sidérurgique liégeois et syndicats ont abordé la question de l'avenir du fer-blanc. Pour rappel, la production va passer de 250.000 tonnes de fer-blanc à 100.000. Les syndicats plaident pour de nouveaux outils au sein de API à Tilleur (Arcelor Packaging International, ex-Ferblatil, qui produit du fer-blanc d'emballage), outils susceptibles de devenir eux-mêmes vecteurs de nouveaux emplois afin de compenser les pertes de volume d'emploi que le secteur va subir.

Zoning: firmes pénalisées en Brabant

C'est un cri d'alarme qu'ont poussé hier matin les responsables de l'intercommunale de développement IBW. Si l'an dernier, un peu plus de 13 hectares de terrains industriels ont pu être vendus (380 nouveaux postes de travail attendus) pour 3,4 millions d'euros, en 2008, on ne pourra proposer à la vente que 8,6 ha. Avec aujourd'hui près de 700 entreprises générant 19.000 postes de travail directs (le double avec les indirects) dans les parcs d'affaires sous la gestion d'IBW, le Brabant wallon est tout près de la saturation. «Outre déjà des options sur 30% des terrains qui restent, la demande aujourd'hui dépasse largement le double de l'offre disponible», souligne Claude Pasture, le patron d'IBW. Et si l'on excepte une vingtaine de nouveaux hectares commercialisables fin de cette année sur les zonings de Nivelles Sud, les autres créations/extensions de zonings annoncées sont bloquées. Rappelons que deux autres sites avaient été voicis près de deux ans déclarés «prioritaires» par le gouvernement wallon: à Tubize et à Jodoigne. «Des programmes englués aujourd'hui dans des recours, procédures judiciaires, etc...», souligne Pasture. Récemment, le ministre André Antoine a proclamé «prioritaire» un nouvel espace de 40 ha sur «sa» commune de Péruwelz. Une initiative, semble-il, peu concertée qui a mis en colère d'autres bourgmestres de la province qui attendent, eux, depuis des années. ♦ H.L.

Bonnes perspectives pour Accor

Le groupe français d'hôtellerie et de services Accor a revu en hausse son objectif de bénéfice avant impôts et éléments non récurrents pour 2007, visant désormais un montant «légèrement supérieur» à 900 millions d'euros, contre 870 et 890 millions auparavant. Cette décision, motivée par une croissance plus forte que prévu au quatrième trimestre 2007, a été annoncée à l'occasion de la publication du chiffre d'affaires annuel, en hausse de 6,8% à 8,121 milliards d'euros. Tiré par l'hôtellerie en Europe et une progression sensible des services, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 6,5% à périmètre et taux de change constants. Quant aux perspectives pour 2008, le directeur financier Jacques Stern s'est déclaré «tout à fait confiant», malgré les incertitudes pesant sur l'économie mondiale en raison de la crise financière aux Etats-Unis. «Accor est une valeur défensive de par la présence du groupe dans les services et sa présence en Europe, mais aussi dans le segment économique», a-t-il déclaré. Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires a crû de 1,9% à 2,002 milliards. A périmètre et taux de change constants, la croissance s'est établie à 6,9%. On a appris par ailleurs que le fonds d'investissement américain Colony Capital pourra porter son engagement dans Accor à près d'un milliard d'euros contre 500 millions prévus initialement. ♦ AFP

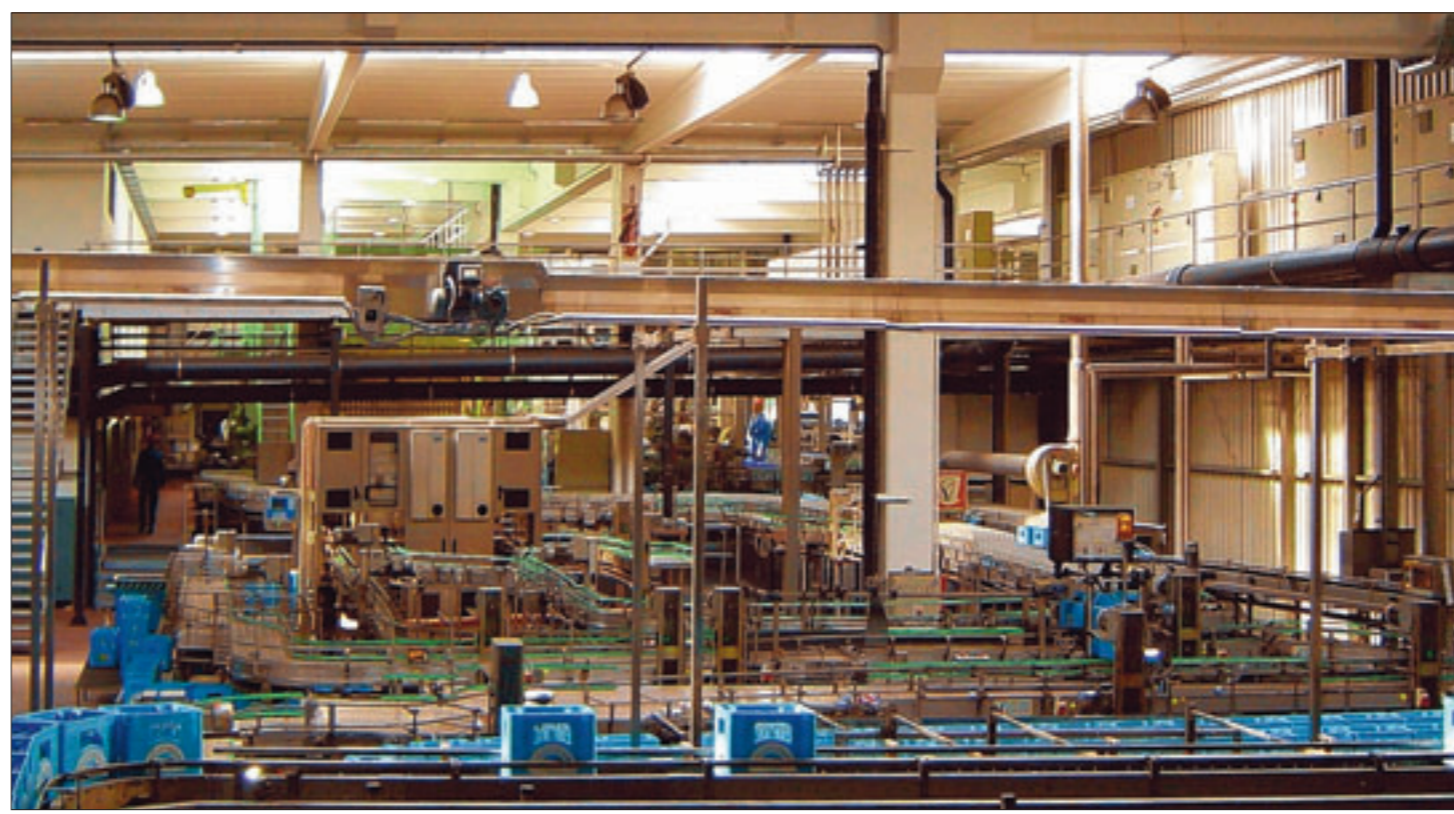
Eaux

Chaudfontaine, source d'inspiration pour Coca-Cola

La puissance marketing d'Atlanta a dopé les ventes. Prochain objectif: restaurer la rentabilité du site ardennais

Il y a quelques années, le leader mondial des boissons non-alcoolisées Coca-Cola amorçait une véritable révolution. Après les soft-drinks, jus de fruits et autres boissons énergétiques, c'est le juteux marché de l'eau embouteillée que le géant d'Atlanta décide d'attaquer. Une série de rachats s'en suivirent. Partout dans le monde. Et en Belgique, c'est Chaudfontaine, détenu jusque là par l'homme d'affaires Abbas Bayat, qui passe sous la coupe de l'Américain. Nous sommes alors en 2003. Le marché de l'eau connaît une progression qui tourne autour des 2,8%, en volume. Chaudfontaine, qui occupe la quatrième place du marché, croît, bon an mal an, de 3,4%, mais rencontre d'importants problèmes de rentabilité. Pourquoi? Un problème de marketing, diagnostiquent les équipes de Coca-Cola. D'où la décision de modifier radicalement le positionnement de la marque et de lui offrir une véritable personnalité.

LES QUATRE «P» TRADITIONNELS. Nouveau design pour les bouteilles et nouveau logo, campagne de communication, extension de la gamme à des eaux légèrement pétillantes notamment et élargissement du réseau de distribution, sont les quatre remèdes choisis pour soigner le nouveau venu. L'ob-



Près de 46 millions EUR ont été investis dans la relance de Chaudfontaine. Dont 20 dans de nouvelles lignes de production.

jectif est de le porter au niveau des exigences du groupe: afficher une croissance des volumes de 13% par an. En rejoignant le groupe d'Atlanta, la marque ardennaise doit aussi adapter ses processus aux standards américains en matière de contrôle, et d'environnement.

Objectif atteint puisque l'an dernier, 215 millions de bouteilles ont été écoulées, ce qui représente une progression des volumes de 16%. Quant à la rentabilité, elle est, selon Jean Eleybosch, vice-président Public Affairs de Coca-Cola, en ligne avec les budgets, à savoir atteindre

le break-even après 10 ans. Au total, ce sont 46 millions d'euros qui ont été investis dans l'entreprise, 20 pour les nouvelles lignes de production, 16 pour les emballages et 10 pour l'infrastructure. Les captages ont été renouvelés et l'usine modernisée de fond en

comble pour installer des lignes de production derniers cris. Pas un tuyau qui n'ait été changé. Le site a dû également faire face à une importante restructuration avec 69 départs en préretraitement, ce qui avait porté l'effectif total à 105 personnes en 2006.

«Les plans prévoient de recruter de nouveaux collaborateurs à partir de 2009. Mais face à la croissance des volumes, nous avons déjà engagé quatre personnes l'an dernier et nous devrions poursuivre dans cette voie en 2008», se félicite Jean-Louis Cornet, directeur de production du site. L'implantation occupe actuellement 179 personnes (dont 70 sont attachées au centre de distribution anciennement situé à Barchon). Mais des services, comme la logistique, ont été rattachés au groupe Coca-Cola. Aujourd'hui, Chaudfontaine est devenue la deuxième marque d'eau embouteillée (hors marques de distribution, bien sûr) derrière Spadel

Le site a subi une restructuration mais des réengagements sont en cours

avec une part de marché de 7% contre 16% pour le groupe au pierrot. La marque calidfontaine connaît une progression de 5,7% dans un marché des eaux en déclin. Chaudfontaine représente 12% des ventes de Coca-Cola Belgique. ♦ Anne-Sophie Bailly

ALIMENTAIRE EN UN AN, MARS NUTRITION A LANCÉ DEUX PRODUITS SANTÉ

Le géant alimentaire Mars s'est créé une division dédiée au bien-être

Tout comme l'industrie automobile évolue vers des produits plus verts, l'industrie alimentaire aussi se doit d'offrir au consommateur des produits toujours plus sains. L'analogie se poursuit dans le coût pour l'entreprise. Ainsi, le géant américain Mars a entamé il y a deux ans aux Etats-Unis, et cette année seulement en Europe, la commercialisation du CocoaVia: un chocolat noir aux flavanols bénéfique pour la circulation sanguine, qui lui a coûté quinze ans de recherches en collaboration avec deux universités américaines, Harvard et California Davis («L'Echo» du 29/11/2007). «Des millions de dollars ont été investis dans ce processus mais nous n'attendons pas de retour sur investissement avant au moins trois ans. L'important pour nous est de démontrer aux consommateurs la sérieuse et l'attention portée par le groupe à la qualité des produits. Dans ce cadre, la communication vers le client est au centre de nos préoccupations. C'est pourquoi le CocoaVia est distribué uniquement en pharmacie, où les clients peuvent recevoir une information extensive sur les bénéfices de ce chocolat. C'est pourquoi le groupe Mars fournit également une information nutritionnelle détaillée

sur chacun de ses produits», explique Koenraad Smalle, directeur

commercial Europe de la division «Mars Nutrition for Health & Well-



Sous la direction de Koen Smalle, la division Mars Nutrition, lancée en 2006, proposera du chocolat, des snacks, des fruits et des aliments pour sportifs.

being». La création de ce département totalement autonome symbolise d'ailleurs la nouvelle stratégie santé du géant américain Mars, un groupe par ailleurs toujours 100% familial, dirigé par les petits-enfants du fondateur Frank C. Mars. Actuellement, la nouvelle division, créée en 2006 en Belgique, commercialise deux produits: le premier, CocoaVia, est produit aux Pays-Bas et distribué en France et en Belgique, tandis que Frutasia, barre de céréales aux fruits sur une base de yaourt, est fabriquée en Suisse et distribuée uniquement en Angleterre pour l'instant. Ces produits, encore en phase de lancement, sont par ailleurs fabriqués par des producteurs indépendants, en marge des usines du groupe qui produisent quant à elles les barres chocolatées Snickers, Twix, Bounty, le riz Uncle Ben's, les sauces Dolmio, les produits asiatiques Suzi Wan ou encore les aliments pour animaux Kitekat. D'autres produits -non dévoilés- sont dans le pipeline de la division Mars Nutrition, qui occupe trente personnes à temps plein, dont 10 pour la recherche et le développement, tant à Bruxelles qu'à Veghel, aux Pays-Bas. ♦ Françoise Antoine

Seulement 20% des titres Fixinox ont été souscrits

Théoriquement clôturée vendredi dernier, l'offre publique initiale (IPO) de Fixinox a tardé à livrer ses verdicts. Et pour cause, puisque sur base des premières estimations, à peine 20% des 190.000 actions nouvelles proposées ont été souscrites, «en raison des conditions très difficiles que connaissent actuellement les marchés financiers». C'est ce qui explique que Richard Moos, le patron et propriétaire de cette entreprise spécialisée dans l'isolation extérieure des bâtiments, a longtemps pesé le pour et le contre de l'opportunité d'une cotation sur le Marché libre dans de telles circonstances. C'est finalement le pour qui l'a emporté. «Malgré la déception du placement, nous estimons que les bénéfices que nous en tirerons, en termes de notoriété notamment, valent la peine. Nos résultats sont bons, nous continuons de gagner de l'argent et des parts de marché, donc tout ne va pas si mal. Objectivement, les raisons de ne pas aller en Bourse étaient faibles, et elles relevaient surtout de l'orgueil», commente en substance le dirigeant de la firme de Lambusart. Avec ses conseils, il va à présent s'atteler à chercher d'autres solutions de financement pour combler l'écart entre les fonds sur lesquels il espérait pouvoir compter

pour financer le développement - 0,95 million d'euros - et ceux effectivement récoltés. En principe, les ressources escomptées auraient dû être affectées à l'homologation de certains produits en Allemagne, ainsi qu'au développement d'un réseau commercial international. «Avec les cartes qui sont aujourd'hui les nôtres, nous nous concentrerons prioritairement sur la France et le Benelux; Dubai sera envisagé si nous dénichons des capitaux additionnels», explique l'entrepreneur, selon qui il n'est pas question d'enterrer le moindre projet; tout au plus seront-ils temporairement gelés.

PREMIÈRE COTATION LE 24 Il souligne encore que le plan d'affaires établi dans le cadre de l'IPO reste d'autant plus pertinent qu'il ne tient pas compte des moyens additionnels découlant de cette opération. «Nous sommes confiants dans l'évolution future de nos affaires et déterminés à prouver à ceux qui ont cru en nous qu'ils ne se sont pas trompés», conclut-il. La première cotation de l'action Fixinox sur le Marché libre d'Euronext Brussels est programmée pour le 24 janvier prochain. Le lendemain, ce sera au tour du courtier en assurances liégeois RV Assurance. ♦ Fabian Lacasse